

## Quand les écologistes parlent le langage des banquiers



13

[Share](#)

*L'économiste Pavan Sukhdev, conseiller des Nations Unies sur l'économie verte*

L'idée de parler d'environnement avec le langage des hommes d'affaires n'est pas chose nouvelle. Malgré quelques préjugés tenaces, la dégradation de l'environnement n'est plus seulement la cause des scientifiques, mais l'affaire de tous, dirigeants et économistes inclus.

En 2006, l'économiste britannique Nicholas Stern a créé une commotion en publiant à la demande du gouvernement Blair son fameux rapport Stern sur l'économie des changements climatiques.. Ce rapport de 700 pages a changé la façon dont les gouvernements perçoivent les changements climatiques liés à l'activité humaine. En effet, même si la notion avait été discutée dans le passé, le rapport Stern marque une prise de conscience généralisée quant à l'importance de l'impact des changements climatiques et leurs conséquences environnementales sur l'économie. On a enfin réalisé que la dégradation de l'environnement aurait non seulement des répercussions sur les habitats naturels, mais aussi un prix à payer, soit 6 500 milliards de dollars US en dix ans pour être précis[1]. De quoi paniquer!

Peut-être que les dirigeants avaient besoin qu'on parle leur langage afin de se sentir concernés?

Selon Nicholas Stern, les changements climatiques représentent une perte de rentabilité pour les pays, car il coûterait beaucoup plus cher de réparer les dégâts qu'ils occasionneront que de les prévenir. Par ailleurs, près de 200 millions d'humains pourraient voir leur habitat de vie disparaître ou être dégradé au point de devoir migrer, ce qui engendrerait d'autres dépenses. Pour freiner les émissions de gaz à effets de serre, Nicholas Stern a fait plusieurs recommandations, dont la lutte contre la déforestation et la poursuite de l'établissement d'un [marché du carbone](#), afin de taxer les gros émetteurs et de faire crédit aux petits émetteurs. Vous pouvez consulter un excellent résumé du rapport Stern sur le site [Automates Intelligents](#).

Toujours est-il qu'en cette année de la biodiversité, la notion économique liée à la dégradation de l'environnement semble prendre un nouveau tournant. Plusieurs économistes, dont [Pavan Sukhdev](#), un économiste de haut niveau et conseiller des Nations Unies sur l'économie verte, associe non seulement un coût aux changements climatiques, mais voit les écosystèmes d'un pays comme étant des actifs à calculer dans le PIB.

Cité dans La Presse affaires, Monsieur Sukdhev établit une théorie intéressante :

«Le problème est psychologique. La société moderne a une fixation sur les marchés. On pense qu'il n'y a rien d'autre que les marchés, que tout ce qui n'est pas transigé n'a pas de valeur.[2]»

Autrement dit : on perçoit que l'air, un composé vital, ne vaut rien, alors qu'un diamant a une grande valeur, même s'il ne sert à rien. Pourtant, les écosystèmes ont une valeur économique même s'ils ne sont pas transigés en bourse. Pavan Sukhdev croit qu'en mettant un prix sur les richesses publiques créées par la nature, les gouvernements prendraient conscience qu'il est rentable de les protéger. C'est une question de voir les choses autrement.

Par ailleurs, l'Union Européenne se rencontre à Bruxelles début juin, dans le cadre de la [Green Week Conference](#), une conférence annuelle sur l'environnement. Le thème de la biodiversité y étant à l'honneur, on y a discuté de l'impact économique de la perte de celle-ci. Par exemple, la diminution de sources d'eau potable entrainera des coûts d'installation de systèmes d'épuration et la dégradation d'écosystèmes naturels mettra plus de pression sur l'agriculture. On évalue aussi que la perte de biodiversité aura des conséquences néfastes sur la prolifération des maladies chez l'homme, ce qui entrainera des hausses de dépenses médicales[3].

Des économistes présents ont soulevé l'idée d'établir une bourse de la biodiversité, sur le modèle d'une bourse du carbone. Au lieu d'encadrer l'investissement dans des projets qui permettent de réduire globalement les émissions de gaz à effets de serre, la bourse encadrerait les investissements dans des projets permettant de restaurer la biodiversité d'un endroit. Intéressant n'est-ce pas?

Malgré le fait que je comprenne les critiques qui s'opposent à une économie de l'environnement, je pense que nous n'avons réalistement pas le choix d'inclure des notions de marché à la protection de notre planète. Je crois, comme Pavan Sukhdev, que l'économie verte « n'est pas une mode[4] » et qu'elle se développera de façon exponentielle dans les années à venir. Et vous?

Crédit photo : Flickr/IUCNweb